**« Assurer la mobilité sociale des jeunes. Politiques et perspectives de l’ouverture sociale dans l’enseignement supérieur d’excellence. »**

**Le cas de la France et de l’Angleterre**

**Annabelle Allouch**

**Abstract**

Les politiques d’ouverture sociale (*Widening participation* policies) visant à démocratiser l’accès à l’enseignement supérieur d’excellence des jeunes issus de milieux défavorisés ont fait l’objet d’une médiatisation accrue tant en France qu’en Grande-Bretagne, où elles sont apparues dans la sphère publique simultanément, au début des années 2000. Bien que circonscrites du point de vue des établissements concernés, notamment en France, l’analyse de ces politiques permet d’éclairer les idéologies des Gouvernement New Labour et UMP concernant l’éducation mais aussi les rapports de force institutionnels à l’œuvre dans le champ du supérieur par exemple entre l’Etat et les universités.

Au-delà de l’interrogation classique sur la diversification effective du corps étudiant des établissements d’élite, cette contribution tentera donc de mettre en regard ces mesures avec des changements sociaux plus larges dans lesquels elles s’inscrivent. A cet égard, mais elles contribuent aussi largement à aligner la notion de mérite (ou de méritocratie) sur une définition largement inspirée du monde professionnel et des pratiques managériales.

Du point de vue des publics bénéficiaires, on s’attardera sur le fait que les politiques d’ouverture sociale tendent à souligner les évolutions concernant les catégories d’action publique usuelles mises en œuvre par les Etats dans le domaine éducatif. Ceci est nettement visible notamment en Angleterre où l’on assiste au glissement d’une catégorisation des jeunes par l’appartenance de classe (Working-class, middle-class, etc) ou par territoire (Codes postaux plus ou moins classés comme « à risque ») à une appartenance par type d’établissement selon une dichotomie stricte public/ state schools qui tend à obscurcir les réalités sociales et scolaires de ces élèves. Dans les deux pays, la question de la catégorisation ethnique si elle demeure prégnante dans les discours des acteurs de terrain, est d’ailleurs largement éludée par les pouvoirs publics et déléguée à d’autres types d’acteurs comme les associations.

Enfin, dans une troisième partie, on traitera de la simultanéité et la similitude des prises de position autour de la question de l’ouverture sociale qui pose la question de la circulation des savoirs dans un marché de l’enseignement supérieur mondialisé, où même la question de la mobilité sociale des jeunes semble se détacher de son cadre national.

**Jeunesse et politique(s) en France et au Royaume-Uni aujourd'hui**

***Youth Policy & Youth Politics in France and the UK Today***

Colloque franco-britannique organisé par

Centre for Research on the English-Speaking World (CREW)

Centre de recherches en civilisation britannique (CREC)

de l’Institut du Monde Anglophone l’Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3

[**www.univ-paris3.fr/youthconf2010**](http://www.univ-paris3.fr/youthconf2010)